



Zéro pointé, pour l'opération zéro papier!

Ce test de scannage des 2042, à l'échelle réelle de deux départements (Val d'Oise et l'Orne), qui devait être une "première mondiale", du jamais vu, une formidable aventure collectivequi fait PLOUF et tombe à l'eau!

On nous avait fait miroiter une campagne apaisée. Les agents allaient enfin pouvoir accomplir leur mission dans de bonnes conditions. Finalement, une façon d'admettre qu'auparavant, ces conditions de travail étaient déplorables avec la saisie des 2042 et le manque d'effectifs. Avec seulement 4% d'anomalies à saisir, les agents des pôles auraient une meilleure disponibilité pour l'accueil du public, pour mieux renseigner les usagers au téléphone, le calendrier des travaux de gestion serait assoupli, et nous pourrions faire davantage de **Contrôle Sur Pièce**, anticiper la mise à jour **Taxe d'Habitation**, de la **Taxe Foncière** etc....

A bas le travail ingrat, dévalorisant de saisie des déclarations!

Et c'est vrai, depuis quelques années, la déssectorisation, la pression sur les objectifs, l'obligation de 95 % de saisie pour le 12 juillet, le pilotage aux indicateurs, la réduction des effectifs, l'augmentation de la fréquentation des usagers à l'accueil, tous les ingrédients ont été réunis pour faire de la saisie des 2042 un travail rebutant par excellence.

Bref, une grande chance pour les agents de faire partie de cette expérimentation....

Pourtant, de semaine en semaine, de jour en jour, ne voyant rien venir à l'horizon, leurs écrans d'ordinateurs ne reflétant que le néant et le vide sidéral, les agents se doutaient bien qu'il y avait anguille sous roche.....

Les organisations syndicales inquiètes ont interpellé à de maintes reprises la direction locale et nationale pour avoir des précisions sur le déroulement de ce fameux test 0 papier. Mais à chaque fois, les directeurs imperturbables nous rassuraient en nous affirmant que "le dérapage ne concernait que le calendrier", pour le reste tout allait bien.

Nous savons bien que la DG ne s'avoue jamais vaincue!

Et puis, patatrac...après deux ans d'étude sur ce projet, des milliers, voir des millions d'euros dépensés, le "cabinet" de la DG se plante en beauté.

Après de multiples tergiversations pour ne pas l'admettre, tout est stoppé, le test zéro papier est un échec cinglant.

Il va falloir saisir les déclarations!

Les représentants de la DG en "bons seigneurs" se sont déplacés dans le Val d'Oise pour expliquer et justifier leur énorme bourde, "c'est pas notre faute"... "on savait pas que"... "l'année prochaine on sera au top"... "mais on continue, on ne lâche pas le morceau" (pour l'année prochaine) ...etc

Face aux organisations syndicales, les directeurs se sont engagés à ne pas faire subir aux agents la fin tragique de leur lamentable aventure. Selon eux, il n'est donc pas question, de remettre en cause les plans de congés, de faire pression sur les horaires ou sur des objectifs de saisie.

Les directeurs affirment haut et fort, qu'il n'y aura pas de suivi de % de saisie, cette année, dans le Val d'Oise!

Nous entrons dans la période estivale, la CGT sera donc particulièrement vigilante à ce que ces consignes soient respectées. Si ce n'est pas le cas, nous interviendrons auprès de la direction.

Pour autant, même sans pression de la part de nos chefs de service, nous savons que le calendrier est serré pour que les avis d'imposition puissent sortir dans les délais. Il reste, toujours d'après nos directeurs, 40% de déclarations à saisir par les pôles, 60 % restant à la charge des Etablissements Services Informatiques, dont le personnel sera formé en 2 jours pour l'occasion. Nous leurs souhaitons bon courage et leurs témoignions de toute notre solidarité.

Mais si ces délais ne sont pas respectés, les agents ont parfaitement conscience, qu'ils en subiront les conséquences. Le report de la sortie des rôles générerait davantage de contentieux, de réceptions, de communications téléphoniques.

A la clé, des conditions de travail encore plus détériorées.

Il y a donc de fort à parier, pour que les agents que l'on sait, très attachés à leur mission de service public, se démènent pour respecter le calendrier.

Le progrès technique ne vaut que si il est partagé par tous!

Ce slogan, la CGT le reprend à son compte, les progrès technologiques doivent servir aux êtres humains, pour améliorer leurs conditions de travail et de vie en général et pour réduire le temps de travail.

Mais nous ne sommes pas naïfs et les expériences passées à la DGFIP, nous l'ont toujours démontrées (ex: télé-actes, téléIR, fusion CDI/CDIF), ces évolutions ont toujours fait l'objet de suppression d'emplois fléchés.

Souvent même, ces soit-disant gains de productivité ont été anticipés pour supprimer des emplois.

La direction s'est engagée en CTL à fournir un bilan complet, intégrant l'ensemble des aspects techniques, métier et budgétaires à l'automne: bonjour les dégâts....

Alors oui au progrès technique mais pas pour augmenter les rangs des privés d'emplois!